

## BREVES HEBDOMADAIRES

## CHINE CONTINENTALE

**CONJONCTURE** ([ici](#))

**Conjoncture** : les indices PMI officiel et Caixin-Markit s'accordent sur l'appréciation de la dynamique de l'activité dans le secteur manufacturier en août, l'indice officiel demeurant néanmoins en territoire négatif

**BANQUE ET FINANCE** ([ici](#))

**Marchés boursiers** : FTSE décide de ne pas inclure, à ce stade, les obligations souveraines chinoises dans son indice obligataire de référence (World Government Bond index)

**Banques** : un projet de directive visant à encourager les banques à distribuer à leurs actionnaires les provisions pour pertes sur prêts dépassant le double du ratio réglementaire (soit 150%) pourrait voir le jour à partir du 26 octobre

**International** : rumeurs sur l'éventualité d'une radiation des actions chinoises cotées à Wall Street

**ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE** ([ici](#))

**Guerre commerciale** : inculpation de citoyens chinois par la justice américaine pour trafic de fentanyl

**Guerre commerciale** : Apple privé de nouvelles exemptions tarifaires sur ses composants

**Défense commerciale** : imposition de mesures antidumping vietnamiennes à l'encontre des importations d'aluminium chinois

**CLIMAT DES AFFAIRES** ([ici](#))

**Accès au marché** : enquête annuelle sur le climat des affaires de la Chambre de commerce américaine à Shanghai

**INDUSTRIE ET NUMERIQUE** ([ici](#))

**Economie numérique** : les géants technologiques et industriels chinois participent aux célébrations des 70 ans de la République Populaire de Chine (RPC)

**Télécommunications** : à la veille de son introduction à la bourse de Shanghai (STAR Market), Transsion est visé par une plainte de Huawei l'accusant de violation de propriété intellectuelle

**DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS** ([ici](#))

**Transports** : publication d'une étude de la Banque mondiale sur le développement du réseau chinois de lignes à grande vitesse

**Energie** : Apple investit dans des parcs éoliens en Chine

**HONG KONG ET MACAO** ([ici](#))

**HKMA/Obligations souveraines** : publication de la liste des banques sélectionnées comme Primary Dealers dans le cadre du programme d'obligations souveraines de Hong Kong

**Evolution des dépôts bancaires** : statistiques des dépôts bancaires pour le mois d'août

**Bourse/IPO** : introduction en Bourse de TopSports International Holdings

## CONJONCTURE

### **Conjoncture : les indices PMI officiel et Caixin-Markit s'accordent sur l'appréciation de la dynamique de l'activité dans le secteur manufacturier en août, l'indice officiel demeurant néanmoins en territoire négatif**

Pour le secteur manufacturier, l'indice des directeurs d'achats (PMI) Caixin-Markit s'élève à 51,4 en septembre, contre 50,4 en août, soit son niveau le plus élevé depuis février 2018. L'indice PMI officiel s'affiche à 49,8 contre 49,5 en août. L'indice officiel est resté sous la barre des 50, soit la ligne de démarcation entre croissance et recul, depuis mai.

Tout comme l'indice Caixin Markit, l'augmentation de l'indice officiel s'explique principalement par la progression des sous-indices de la production (52,3 en septembre contre 51,9 en août) et des nouvelles commandes (50,5 en septembre contre 49,7 en août). Les deux sous-indices des nouvelles commandes à l'exportations restent en territoire négatif malgré une légère amélioration pour l'indice officiel (48,2 contre 47,2 en août). La hausse de l'indice *Caixin-Markit* s'explique par une augmentation de la production et des nouvelles commandes en raison d'une hausse de la demande intérieure. Le sous-indice officiel de l'emploi augmente légèrement en septembre mais demeure largement en territoire négatif (à 47), quand l'indice Caixin Markit suggère une stabilisation de l'emploi en septembre.

Le PMI officiel non manufacturier diminue légèrement à 53,7 en septembre contre 53,8 en août, largement en raison de la baisse du sous-indice de la construction, qui tombe à 57,6 contre 61,2 en août. Néanmoins, le sous-indice officiel du secteur des services passe à 53 contre 52,5 en août. Pour mémoire, le PMI manufacturier de Caixin, compilé par la société d'analyse de données IHS Markit Ltd., est axé sur l'industrie légère tandis que l'enquête officielle est basée sur l'industrie lourde.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## BANQUE ET FINANCE

### **Marchés obligataires : FTSE décide de ne pas inclure, à ce stade, les obligations souveraines chinoises dans son indice obligataire de référence (*World Government Bond Index*)**

FTSE Russell a publié le 26 septembre les résultats de son examen annuel de classification des pays (*Country Classification Review*) suivis par ses indices. La Chine restera sur la « watch list » pour un « potential upgrade to Market Accessibility Level 2 » et n'intégrera donc pas, pour l'instant, son indice obligataire souverain de référence (*World Government Bond Index*). Si le compilateur d'indices a souligné que les utilisateurs de l'indice reconnaissent « des progrès considérables sur le marché obligataire chinois », « des améliorations en termes de liquidité du marché secondaire, de flexibilité dans l'exécution des opérations de change et de règlement des transactions » sont nécessaires pour répondre au plus haut niveau d'accessibilité (*highest accessibility level*) ».

Pour mémoire, *Bloomberg* a commencé à inclure les obligations souveraines et les obligations de « *policy banks* » chinoises le 1<sup>er</sup> avril. Au total, 356 lignes d'emprunts obligataires gouvernementales et bancaires (*China Development Bank, Agricultural Development Bank of China et Export-Import Bank of China*) seront ajoutées à l'indice au cours des 20 prochains mois, avec une pondération augmentant de 5 pts de pourcentage chaque mois. Ce qui fera du compartiment libellé en yuan au sein de l'indice la quatrième composante monétaire après le dollar américain, l'euro et le yen japonais une fois leur intégration complète. La Chine représentera alors environ 6,06% de l'indice. JPMorgan a également annoncé en septembre l'inclusion progressive d'obligations chinoises dans ses indices de référence des marchés émergents. La pondération de la Chine sera plafonnée à 10%. L'inclusion sera introduite progressivement sur une période de 10 mois à compter du 28 février 2020, et neuf obligations de gouvernements locaux seront incluses.

A fin 2018, la part d'obligations de Chine continentale détenues par des investisseurs étrangers n'était que de 2% pour un montant de 1800 Mds RMB (environ 267,86Mds USD) contre 1,7% fin 2017. Estimé à plus de 12 000 Mds USD, le marché obligataire *onshore* de la Chine est le troisième marché obligataire mondial.

### **Banques : un projet de directive visant à encourager les banques à distribuer à leurs actionnaires les provisions pour pertes sur prêts dépassant le double du ratio réglementaire (soit 150%) pourrait voir le jour à partir du 26 octobre**

Les banques chinoises, qui auraient tendance à masquer leurs profits sous forme de dotations aux provisions pour créances douteuses, se sont vu recommander de distribuer à leurs actionnaires ces provisions dès lors qu'elles atteindraient 300% du niveau de leurs créances douteuses, soit deux fois le niveau réglementaire appliqué en Chine.

Si ce ratio atteint en moyenne 191%, il serait proche de 500% pour les banques privées, qui auraient tendance à pratiquer une politique de provisionnement extrêmement prudente selon le ministère des Finances, sans doute pour dissimuler des profits et se soustraire à l'obligation de paiement l'impôt sur les sociétés. Plusieurs banques cotées sous forme de A-Shares présentent ainsi des ratios de provisionnement supérieurs à 300%, telles que la Bank of Ningbo (522%), la Bank of Changsu (454%), la Banque de Nankin, partenaire de la BNP (416%), la Postal Savings Bank (396%) et la China Merchant Bank (394%).



Si cette information a suscité une forte demande des investisseurs pour ces actions, il est douteux que les cours de ces dernières poursuivent leur mouvement de hausse, toute chose égale par ailleurs.

### **International : rumeurs sur l'éventualité d'une radiation des actions chinoises cotées à Wall Street**

En fin de semaine dernière, les marchés financiers ont brui de rumeurs indiquant que l'Administration Trump envisageait de radier les actions chinoises cotées sur les marchés financiers américains, de manière à priver les entreprises en question de la possibilité de lever des capitaux en dollars. Cette éventualité serait lourde de conséquences sur le plan financier, car elle étendrait davantage les tensions sino-américaines à la sphère financière.

A ce stade, la rumeur, qui a provoqué un net recul des actions chinoises (particulièrement celles cotées à Wall Street sous forme d'ADR) a été démentie par le Trésor américain. Elle concernerait potentiellement plus de 150 entreprises chinoises cotées sur le NASDAQ et le NYSE, dont la capitalisation boursière cotée à New York dépasse les 1200 Mds USD. On peut penser qu'il s'agit d'un élément de négociation supplémentaire mis en avant par la partie américaine, avant le prochain « round » de négociations qui devrait débuter la semaine prochaine aux Etats-Unis entre la délégation chinoise conduite par le Vice-Premier ministre LIU He et ses homologues américains.

Pour mémoire, un groupe bipartisan d'élus mené par Marco Rubio a déposé une proposition de loi le 5 juin 2019 pour forcer les sociétés chinoises cotées sur des bourses américaines à se soumettre aux obligations de supervision financière, en l'espèce d'audit, qui sont limitées par la loi chinoise. La loi chinoise limite le transfert de documents comptables à l'étranger. Cette proposition de loi est encore à un stade préliminaire d'examen. Cette proposition fait écho aux publications de la Securities and Exchange Commission (SEC) et du Public Company Accounting Oversight Board (PCAOB) l'année dernière, mettant les investisseurs en garde en raison des difficultés éprouvées par le régulateur américain à inspecter les processus d'audit des sociétés chinoises cotées aux EUA. La PCAOB a signalé des obstacles dans les inspections d'audit pour 224 sociétés chinoises, représentant une capitalisation boursière de 1 800 Mds USD.

*Retour au sommaire ([ici](#))*



## ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE

### **Guerre commerciale : inculpation de citoyens chinois par la justice américaine pour trafic de fentanyl**

Un tribunal de Pennsylvanie a annoncé, le 1<sup>er</sup> octobre, l'inculpation de trois citoyens chinois suspectés d'être à la tête d'un vaste réseau de trafic de fentanyl – un opioïde mortel à l'origine d'une grave crise sanitaire aux États-Unis. Le fentanyl aurait été livré par voie postale à un ancien shérif adjoint de Pennsylvanie en échange de bitcoins. Cinq citoyens américains seraient morts d'overdose quelques jours après avoir reçu leurs commandes. Selon *Reuters*, ces trois individus se trouvent actuellement en Chine, qui n'est pas liée aux États-Unis par un accord d'extradition. Le Trésor américain avait déjà imposé, au mois d'août, des sanctions économiques sur deux entités et trois individus chinois basés à Shanghai suspectés d'être impliqués dans un réseau de trafic vers les États-Unis ([voir brèves de la semaine du 19 août 2019](#)). Pour mémoire, le 1<sup>er</sup> août, le Président américain Donald Trump avait, en partie, justifié sa décision d'enclencher une nouvelle escalade tarifaire par le fait que la Chine continuait à permettre la vente de fentanyl vers les États-Unis ([voir brèves de la semaine du 29 juillet 2019](#)). Suite à l'inscription à compter du 1<sup>er</sup> mai 2019 du fentanyl sur sa « liste des substances contrôlées » (voir brèves de la semaine du 1<sup>er</sup> avril 2019), la Chine a estimé à plusieurs reprises avoir pris les mesures nécessaires pour lutter contre le trafic de cet opioïde.

### **Guerre commerciale : Apple privé de nouvelles exemptions tarifaires sur ses composants**

Les services du représentant américain au Commerce (USTR) ont annoncé, le 30 septembre, avoir refusé la demande d'Apple d'obtenir une exemption de tarifs pour cinq types de composants utilisés dans la production de son Mac Pro, actuellement exportés depuis la Chine et soumis à des tarifs de 25 %. Le 20 septembre, l'USTR avait, au contraire, accepté d'exempter de tarifs dix autres types de composants produits par Apple en Chine. Cette décision d'exemption était intervenue après que l'entreprise ait annoncé qu'elle produirait ses nouveaux modèles de Mac Pro dans son usine d'Austin, au Texas, ce dont le Président américain Donald Trump s'était félicité sur Twitter (« *Great news! @Apple announced that it is building its new Mac Pro in Texas. This means hundreds of American jobs in Austin and for suppliers across the Country. Congratulations to the Apple team and their workers!* »).

### **Défense commerciale : imposition de mesures antidumping vietnamiennes à l'encontre des importations d'aluminium chinois**

Le ministère de l'Industrie et du Commerce vietnamien a annoncé, le 3 octobre, l'imposition de droits antidumping définitifs – d'un niveau variant entre 10 % et 36 % selon les producteurs concernés - à l'importation de certains produits en aluminium originaires de Chine. L'enquête, entamée en janvier 2019, a démontré, selon les autorités vietnamiennes, l'existence d'une situation de dumping et d'un préjudice économique pour l'industrie locale. Cette décision intervient alors que le Vietnam, qualifié par Donald Trump de « *single worst abuser of everybody* » en juin dernier, semble être dans le collimateur de l'administration américaine. Le département du Commerce américain (DoC) avait conclu, en mai 2019, à l'existence d'un phénomène de contournement de droits antidumping américains par certains producteurs chinois d'aluminium, *via* le Vietnam. Les autorités vietnamiennes ont elles-mêmes reconnu, au cours de l'été, l'existence d'un vaste système de fraude aux certificats d'origine de produits soumis à des tarifs américains. Le Vietnam avait également imposé, en juin, des droits antidumping à l'importation d'acier chinois.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## CLIMAT DES AFFAIRES

### Accès au marché : enquête annuelle sur le climat des affaires de la Chambre de commerce américaine à Shanghai

La Chambre de commerce américaine à Shanghai a diffusé, le 11 septembre dernier, les résultats de son enquête annuelle conduite auprès de ses membres (333 répondants cette année, dont les deux tiers comptent plus de 100 salariés) sur leur perception du climat des affaires en Chine. Les entreprises américaines ont été interrogées au mois de juillet, dans un contexte de désescalade de la guerre commerciale postérieur à la rencontre entre les Présidents Xi et Trump en marge du G20 d'Osaka ([voir brèves de la semaine du 1<sup>er</sup> juillet 2019](#)). Bien que la proportion d'entreprises déclarant une augmentation de leurs profits en 2018 soit élevée (77 %), celles-ci se révèlent de moins en moins optimistes quant à leurs perspectives à cinq ans sur le marché chinois (61 % se disent optimistes contre 80 % en 2018). Les opérateurs américains s'inquiètent en premier lieu du ralentissement économique chinois (classé comme l'un de leurs trois premiers défis par 58 % des répondants), et en second lieu des tensions sino-américaines (53 %). Plus de la moitié des entreprises interrogées déclarent avoir reporté ou réduit leurs investissements en Chine du fait de la guerre commerciale. 26% témoignent avoir redirigé au cours de l'année des investissements initialement prévus en Chine vers d'autres pays (en hausse de 7 points par rapport à 2018) ; ce pourcentage atteint 40 % pour les entreprises du secteur des TIC. Les principales destinations de ces redirections sont l'Asie du Sud-Est (13 % des entreprises), l'Inde (8 %) et les États-Unis (5 %). Par ailleurs, alors que la deuxième édition de la Foire aux importations de Shanghai se tiendra au début du mois de novembre 2019, seules 10 % des entreprises estiment « très important d'y participer » même si un quart d'entre elles ont prévu d'y être représentées.

[Lire l'enquête d'AmCham Shanghai](#)

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## INDUSTRIE ET NUMERIQUE

### **Economie numérique : les géants technologiques et industriels chinois participent aux célébrations des 70 ans de la République Populaire de Chine (RPC)**

Lei Jun, PDG et fondateur de Xiaomi, a participé mardi 1<sup>er</sup> octobre à la parade civile qui a suivi l'imposant défilé militaire organisé sur la place Tiananmen afin de célébrer les 70 ans de la proclamation de la RPC. A l'issue de cet événement, M. Lei a exprimé son soutien à la stratégie chinoise de montée en gamme technologique chinoise en expliquant que Xiaomi, une entreprise privée, « avait grandi dans les pas de la mère-patrie », ajoutant : « plus nous luttons, plus nous sommes heureux ».

Cette parade, qui a rassemblé près de 100 000 personnes, avait pour thème principal « construisons ensemble le rêve chinois » (同心共筑中国梦), divisé en trois sous-thématiques: « grande renaissance » (伟大复兴), « construction nationale par l'innovation » (建国创业) et « réformes et ouverture » (改革开放). Ces deux dernières, notamment, justifiaient pour les organisateurs la présence d'entreprises innovantes. Outre Xiaomi, entreprise-phare des secteurs de l'électronique et de l'économie numérique, de nombreux représentants de groupes industriels – privés comme publics - étaient présents tels que Lenovo (électronique), Haier (électroménager), Chint (équipements électriques), Sany (véhicules de chantiers), BYD (véhicules électriques et batteries) ou encore Microport (dispositifs médicaux). De façon plus anecdotique, des employés d'entreprises de livraison de repas, présentées par le *China Daily* comme « l'alimentation de base de la Chine moderne », ont également pris part aux festivités.

Au cours des semaines ayant précédé la fête nationale, de nombreuses initiatives ont été présentées par les groupes technologiques chinois afin d'afficher leur patriotisme et leur soutien au Parti Communiste Chinois (PCC). Pour l'occasion, Tencent a par exemple proposé aux 1,1 Md d'utilisateurs de WeChat d'appliquer un filtre spécial à leur photo de profile. D'après le *National Business Daily*, cette fonctionnalité a eu un tel succès qu'elle a momentanément entraîné des problèmes techniques sur les serveurs du groupe. Dans le domaine des jeux vidéo, Homeland Dream, développé par Tencent en partenariat avec le *Quotidien du Peuple*, a été lancé le 24 septembre. Ce titre, qui est rapidement devenu le plus téléchargé dans le pays, propose de faire prospérer une ville en utilisant des outils inspirés des slogans des autorités. De même, ByteDance, propriétaire de l'application de vidéos TikTok, a offert des prix spéciaux aux utilisateurs publiant des vidéos dans lesquelles ils montrent leur « amour » pour la Chine. Enfin, Didi, l'équivalent chinois d'Uber, avait présenté fin septembre une nouvelle fonctionnalité permettant aux chauffeurs dont l'appartenance au PCC a été préalablement vérifiée d'afficher cette affiliation sur l'application.

### **Télécommunications : une semaine avant son introduction à la bourse de Shanghai (STAR Market), Transsion est visé par une plainte de Huawei l'accusant de violation de propriété intellectuelle**

Selon [Caixin](#), Huawei a déposé plainte lundi 23 septembre 2019, à Shenzhen, contre Transsion, une entreprise de téléphonie mobile concurrente également basée à Shenzhen. Huawei n'a pas encore commenté officiellement sur le sujet, mais il semblerait que les sommes réclamées par le groupe soient relativement limitées, ce recours étant plutôt utilisé par Huawei comme un moyen de déstabiliser son concurrent, dont le retard technologique est, de fait, conséquent. Ainsi, Transsion (qui produit des téléphones « de base » et des smartphones pour les marchés en développement, en particulier en



Afrique) n'a enregistré que 630 brevets auprès de l'office des brevets chinois, contre près de 100 000 pour Huawei, plus de 38 000 pour OPPO et 10 000 pour Vivo.

Ce litige est intervenu une semaine avant l'introduction de Transsion à la bourse de Shanghai, qui a eu lieu le 30 septembre. Désormais cotée au Star Market, le nouveau marché boursier dédié aux entreprises innovantes, Transsion a levé 3,95 Mds USD à l'occasion de son entrée en bourse, ce qui en fait l'une des valeurs les mieux valorisées du nouvel indice. Transsion a annoncé son intention d'investir ces fonds afin de financer son développement, notamment la construction de nouvelles lignes d'assemblage et l'augmentation de ses efforts en recherche et développement (R&D).

Transsion, dont l'offre de téléphones mobiles est généralement considérée comme moins sophistiquée mais plus compétitive en termes de prix que celle ses concurrents, a axé sa stratégie sur les marchés émergents. L'entreprise occupe aujourd'hui la position de leader sur certains d'entre eux, notamment en Afrique où elle a vendu 124 millions de téléphones en 2018 et détient 48,7% des parts de marché. Au niveau mondial, avec une part de marché de 7%, l'entreprise est en 2018 le quatrième vendeur de terminaux mobiles derrière Samsung, Huawei et Apple.

*Retour au sommaire ([ici](#))*



## DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS

### Transports : publication d'une étude de la Banque mondiale sur le développement du réseau chinois de lignes à grande vitesse

L'étude de la Banque Mondiale « *China's High-Speed Rail Development* » analyse le développement du réseau chinois de lignes à grande vitesse (LGV). Cette étude rappelle que la Chine a construit en moins de 15 ans un réseau LGV d'env. 25 000 km (les deux tiers du total mondial de LGV) à un coût relativement faible (env. 17 – 21 M USD par km) offrant un service à 1,7 Mds de passagers par an. L'étude détaille les différents aspects du programme : (i) les étapes du déploiement du réseau, (ii) les conditions d'exploitation, (iii) le positionnement des LGV parmi les autres modes de transport, (iv) la construction des infrastructures, (v) les conditions de sécurité, (vi) le financement et (vii) les retombées sur l'économie chinoise. L'étude souligne la potentielle « répliquabilité » de ce modèle de réseau LGV hors de Chine, sans éluder sa rentabilité problématique sur de nombreuses lignes.

Pour mémoire, en janvier dernier, un professeur de l'université des transports de Pékin (*Beijing Jiaotong Daxue*) a publié une tribune dans le quotidien économique *Caixin* alertant sur la dette grandissante de l'opérateur *China Railway Corp.* (CRC) liée selon lui au développement massif et non-rentable du réseau LGV sur le territoire national : 784 Mds USD en 2018 à la charge de CRC et aux alentours de 2700 Mds USD en ce qui concerne les collectivités locales. En février, CRC a annoncé plusieurs opérations de réorganisation de ses activités en vue de lever des fonds sur les marchés nationaux et de diversifier ses sources de financement.

[Voir le communiqué de presse de la Banque mondiale](#)

### Energie : Apple investit dans des parcs éoliens en Chine

Apple a annoncé avoir investi dans trois nouveaux parcs éoliens en Chine continentale à travers son fonds dédié *China Clean Energy fund*. Ces trois nouveaux parcs d'une capacité totale de 134 MW sont localisés dans les provinces du Hunan et du Hubei (Chine centrale).

Lancé en 2018, ce fonds a pour objet d'alimenter les fournisseurs d'Apple en énergie renouvelable. Dans ce cadre, Apple et dix de ses fournisseurs se sont ainsi engagés à investir 300 M USD d'ici 2022 pour développer 1 000 MW de capacités. Selon le communiqué de presse d'Apple, la firme américaine prévoit de générer avec ses fournisseurs plus de 4 000 MW d'énergie renouvelable d'ici 2020 au niveau mondial, pour couvrir un tiers des besoins d'Apple et de ses fournisseurs.

Pour mémoire, la production d'électricité chinoise est encore très largement dominée par les énergies fossiles, puisque le charbon représente env. 64% de la production totale en 2018, l'éolien représentant quant à lui env. 5% de la production.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

## HONG KONG et MACAO

**HKMA/Obligations souveraines : publication de la liste des banques sélectionnées comme Primary Dealers dans le cadre du programme d'obligations souveraines de Hong Kong**

L'Autorité Monétaire de Hong Kong (HKMA) a dévoilé le 2 octobre la liste des dix banques sélectionnées comme *Primary Dealers* dans le cadre du programme d'obligations souveraines de Hong Kong pour la période Octobre 2019 – Septembre 2021. Trois banques françaises en font partie : BNP Paribas, Crédit Agricole CIB et Société Générale.

**Evolution des dépôts bancaires : statistiques des dépôts bancaires pour le mois d'août**

L'Autorité Monétaire de Hong Kong (HKMA) a publié le 30 septembre les statistiques concernant les dépôts bancaires pour le mois d'août. Les dépôts toutes devises confondues ont augmenté de 0,2% en août par rapport à juillet, à 1 738 Mds USD. Les dépôts en HKD (qui comptent pour 51% du total) ont toutefois baissé de 1,6% (baisse de 111,1 Mds HKD soit 14,2 Mds USD) tandis que ceux en devises étrangères ont augmenté de 2,1% notamment grâce à une hausse des dépôts en USD de 2,7%. Les dépôts en RMB ont quant à eux augmenté de 4,6% à 497 Mds RMB (69,5 Mds USD). Selon la HKMA, la baisse des dépôts en HKD en août serait due à une baisse de l'activité des introductions en bourse, tandis que la hausse des dépôts en USD résulterait principalement de l'activité du Fonds d'Echange. En excluant l'activité du Fonds d'Echange, la hausse des dépôts en USD n'atteindrait que 0,2%.

**Bourse/IPO : introduction en Bourse de Topsports International Holdings**

Topsports International Holdings, le plus grand détaillant de vêtements de sport en Chine (8000 points de vente ; 16% de part de marché), a levé 1 Mds USD dans le cadre de son introduction en bourse à Hong Kong le 3 octobre. Topsports est une filiale de Belle International Holdings Limited, le premier détaillant de chaussures pour femmes en Chine.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du S.E.R. (adresser les demandes à [pekin\[at\]dgtresor.gouv.fr](mailto:pekin[at]dgtresor.gouv.fr)).

### Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



**Auteur :** S.E.R. de Pékin et Service Economique de Hong Kong

**Adresse :** N°60 Tianszulu, Liangmaqiao, 3e quartier diplomatique, district Chaoyang, 100600 BEIJING – PRC, CP 100600

**Rédigé par :** Hannah Fatton, Camille Bortolini, Antoine Moisson, Antoine Bernez, Maxime Sabourin

**Revu par :** Orhan Chiali, Valérie Liang-Champrenault, David Karmouni, Pierre Martin, Jean-Philippe Dufour

**Responsable de publication :** Jean-Marc Fenet